

COLLECTION "LU POUR VOUS"
n°52 - décembre 2025

La Mystique de la croissance

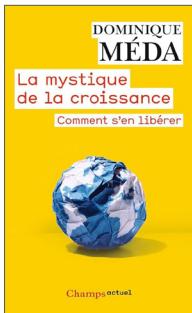
Comment s'en libérer

Synthèse du livre
de Dominique Méda

le **Do**Tank

en partenariat avec  **Nexia**
S&A

Synthèse rédigée par **Corentin SANTILLI**,
ENS Paris-Saclay, à partir de :



Dominique Méda – *La Mystique de la croissance. Comment s'en libérer*
– Éditions Flammarion – Collection Champs actuel – 2014

Normalienne et agrégée de philosophie, Dominique Méda a travaillé à l'Inspection générale des affaires sociales. Elle est aujourd'hui professeure de sociologie et dirige l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (Irisso) depuis 2014, au sein du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Ses travaux portent principalement sur le travail et sa place dans nos sociétés, la transition écologique ou encore les politiques sociales.

La collection "Lu pour vous"

La collection "Lu pour vous" propose des synthèses de travaux académiques qui font référence sur des questions liées à la Responsabilité Sociale, Sociétale et environnementale des Entreprises (RSE).

Chaque thématique a vocation à être abordée par des auteurs ayant des opinions contrastées.

Ces notes de synthèse ne présentent pas un avis du DoTank et n'engagent pas sa responsabilité quant aux points de vue exprimés : elles n'ont d'autre ambition que de mettre à la disposition du lecteur des ressources pour sa réflexion et de lui donner envie d'aller plus loin dans la découverte des ouvrages et de leurs auteurs.

La Mystique de la croissance.

Comment s'en libérer

Avant-propos

La responsabilité sociale et environnementale des entreprises (RSE) apparaît comme une prise de conscience de l'impact négatif que peut générer la croissance, aussi bien sur les travailleurs que sur l'environnement, lorsqu'elle est mal maîtrisée. L'ouvrage de Dominique Méda permet précisément de réfléchir à la notion de croissance économique, en retraçant les origines historiques, en particulier les justifications, et en montrant les limites, notamment environnementales. *La Mystique de la croissance* propose, par extension, des pistes pour assurer une croissance plus soutenable, respectueuse de l'environnement tout en permettant de faire face à la question sociale.

Introduction

L'actualité foisonne de sombres nouvelles concernant l'état de la planète. S'il est entendu, l'appel à prendre d'urgence des mesures de sauvegarde ne l'est encore que trop lentement. Ce peu d'empressement est d'autant plus dommageable qu'il en va d'une question de vie ou de mort. Malgré tout, forte reste la conviction que nous n'aurons pas besoin de modifier sensiblement nos modes de vie pour relever le défi, en nous en remettant au progrès technique ou à d'autres outils. Ainsi, il est par exemple envisagé d'augmenter la fiscalité sur les combustibles fossiles afin de rendre plus coûteux l'arbitrage en leur faveur, fait au détriment des énergies renouvelables.

Les nombreuses publications scientifiques qui ont et continuent de contribuer à une prise de conscience sur l'insoutenabilité de notre mode de développement en parviennent au même constat : les principes-clés de la modernité, en Occident, sont arrivés à leur limite. Le progrès n'est pas infini, pas plus qu'il ne se confond avec la croissance du PIB. La liberté de consommation, elle, ne saurait être érigée en valeur centrale dans nos sociétés, en particulier au vu des dommages environnementaux qui y sont associés.

C'est surtout la foi en la croissance qui se trouve remise en cause, après avoir été vue pendant des décennies – sinon depuis le XVIII^e siècle – comme indissociable de la prospérité, du progrès et de la démocratie. En effet, les rythmes de croissance observés au niveau mondial apparaissent manifestement insoutenables pour notre environnement.

Néanmoins, il n'est pas anodin que nous n'ayons pas rompu avec la croissance telle que nous l'avons connue jusqu'à présent. Pour cause, si elle s'avère préjudiciable à long terme, la croissance semble nécessaire à court terme, qui plus est en temps de crise, car elle génère potentiellement emplois et recettes fiscales.

Une conclusion s'impose, une fois écartée la piste qu'un surcroît de croissance permettrait de disposer toujours davantage de ressources pour en compenser les effets négatifs : les « sociétés fondées sur la croissance » doivent opter pour un nouveau modèle de développement. Emprunter cette voie ne signifie en aucun cas décliner ou renoncer à

compenser les effets négatifs de la mondialisation, car la trajectoire actuelle prise par la croissance mondiale ne présente de toute évidence pas d'issue heureuse.

La définition d'un nouveau modèle de développement nécessite d'affronter trois problématiques. Tout d'abord, il s'agit de rompre avec la vision court-termiste qui est la nôtre pour se projeter plutôt sur le long terme. Il faut notamment déterminer la meilleure façon de concilier réponse à la question écologique et réponse à la question sociale, en apparence bien plus urgente dans l'immédiat. Cette conciliation doit s'opérer sous contrainte financière, alors que la croissance ne saurait être vue comme la clé du financement de cet effort (non pas que la croissance doive nécessairement être nulle, mais elle est promise en tout cas à des taux moins élevés que ceux auxquels nous avons été accoutumés). Ensuite, des alternatives aux politiques aujourd'hui menées doivent être identifiées. Une politique publique globale, qui se donne pour objectif autre chose que la maximisation des préférences individuelles, semble s'imposer. Enfin, un « troisième moment » doit être proposé, dans le sillage du premier moment offert par la pensée grecque (invention de la démocratie) et du deuxième moment associé à la pensée des Modernes (émancipation par l'économie, le travail et l'argent). Le meilleur doit en être gardé, à savoir – pour les Grecs – le sens de la mesure et la notion de démocratie et – pour les Modernes – la conviction en une émancipation possible. Le pire de ces moments doit inversement être délaissé, qu'il s'agisse du caractère réducteur de la démocratie chez les Grecs, fermée aux femmes ou encore aux étrangers, ou du besoin irrépressible de la croissance perceptible chez les Modernes.

L'attachement à la démocratie, dans le troisième moment qui pourrait se profiler, découle directement de l'importance des choix de société qui s'imposent à nous. Dans la mesure où certains secteurs économiques, notamment les plus polluants, devront être réduits, la redistribution de l'emploi constituera un enjeu particulièrement aigu, dont il faudra débattre. De même, le débat démocratique devra porter sur les nouvelles manières de produire, de consommer et de partager la richesse.

1.

Comprendre

Nous nous trouvons confrontés à des problèmes alarmants, à commencer par la crise climatique, enjeu à la fois le plus médiatisé et le plus récemment inscrit dans le débat public. En effet, dans le Rapport Meadows, *The Limits to Growth*, publié en 1972 à la demande du Club de Rome, la crise climatique n'apparaît pas au cœur des préoccupations. Ce sont plutôt la pollution, d'une part, et l'épuisement des ressources naturelles, d'autre part, qui attirent l'attention. Or, aujourd'hui, il ne fait plus de doutes qu'un réchauffement supérieur à deux degrés induirait des effets particulièrement délétères pour la planète. Aux conséquences de la crise climatique s'ajoute la problématique des ravages causés à l'environnement, dont les ressources sont ponctionnées et dont la biodiversité est menacée.

À la racine de ces problèmes se trouve la croissance (plus précisément encore la production), qui structure, depuis le XVIII^e siècle, la pensée des sociétés occidentales. Des raisons d'ordre culturel et social président à cette omniprésence de la notion dans nos esprits.

Pour commencer, un rapport asymétrique, de l'ordre de la domination, a été instauré entre l'Homme et la Nature, envisagés comme deux entités séparées. Des justifications à l'exploitation de la Nature par l'Homme sont recherchées jusque dans la Genèse : « Soyez féconds, multipliez, remplissez la terre, et l'assujettissez ; et dominez sur les poissons de la mer, sur les oiseaux du ciel, et sur tout animal qui se meut sur la terre » (1:26-28).

Ce rapport déséquilibré va se renforcer à partir du XVIII^e siècle, au moment où l'économie se constitue comme discipline et érige la « production » en vecteur du lien social. Pour cause, la production assurerait – par l'échange – une interdépendance entre les individus. Adam Smith, dans *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des Nations*, se fait le relai de cette vision, qui se retrouve dans l'œuvre d'Émile Durkheim au XIX^e siècle (en particulier dans *De la division du travail social*). En somme,

posée comme socle du lien social, la production devrait aller sans cesse en s'accroissant pour parvenir à maintenir l'ordre au sein de la société.

Jusque dans les années 1970, ensuite, la « croissance » va être de plus en plus confondue avec la notion de « progrès », voire, plus tard, de « bien-être ». Elle constituerait ainsi un outil d'amélioration des conditions de vie des populations. En se bornant à voir la « croissance » comme un élément essentiel des relations humaines, cependant, les sciences humaines et sociales vont tendre à perdre de vue son rapport à la nature.

Au terme du cheminement historique effectué, la croissance devient le critère de bonne santé des États. Elle est mesurée par un indicateur spécifique, à la place centrale dans la comptabilité nationale : le PIB.

Pour autant, l'objectivité et la scientificité prétendues de la comptabilité nationale ne doivent pas faire illusion. De premières critiques se font entendre à son égard dès la fin des années 1960, pointant l'objectif réel de la comptabilité nationale : organiser la compréhension du développement de la société et donner un cap à l'action, publique comme privée. Le contexte de développement de la comptabilité nationale française accorde ce but inavoué, dans la mesure où elle a connu son essor au moment de la reconstruction et du développement du pays (François Fourquet, *Les Comptes de la puissance*, 1980).

Parmi les indicateurs de la comptabilité nationale, le PIB n'échappe pas aux critiques de non-objectivité. S'il cumule l'ensemble des valeurs ajoutées, il exclut un grand nombre d'activités, à commencer par celles non rémunérées. De plus, il ne renseigne ni sur la répartition de la richesse produite entre les individus, ni sur l'utilité ou l'inutilité du fruit de la production.

2.

Changer

Les conséquences négatives de la croissance imposent, collectivement, de trouver une voie de sortie. La production et la consommation doivent être réinventées, d'au moins trois façons.

Premièrement, il faut se convaincre de la centralité de la nature. Nous ne disposons pas juste de droits sur elle, contrairement à ce que peut laisser penser l'opposition radicale entre l'Homme et la Nature, mais aussi de devoirs envers elle. Dans cette optique, la consommation doit être rationalisée, afin de ne pas sursolliciter les capacités de la nature.

Deuxièmement, la nature ne doit pas continuer à être vue comme un stock ou comme un capital, qui pourrait être ponctionné librement. Elle doit plutôt être envisagée comme un patrimoine, qui, parce qu'il constitue un bien commun, mérite aussi d'être défendu. Le patrimoine naturel n'est d'ailleurs pas le seul patrimoine aujourd'hui lésé : il en va de même du patrimoine social, par exemple, dès lors que la justice sociale n'est pas assurée.

Troisièmement, des indicateurs bien plus adaptés que le PIB s'imposent, qui permettraient de tenir compte d'objectifs fondamentaux comme la valorisation du travail humain ou la sauvegarde de la planète. À la fin des années 1950, Jean-Marie Harribey a proposé un tel indicateur au travers de l'indicateur synthétique de progrès qualitatif (IPQ). Ce dernier couvre quatre dimensions : culturelle, en prenant en compte le taux d'alphabétisation des adultes ; environnementale, en mesurant la préservation des ressources en eau ou encore les émissions de gaz à effet de serre ; économique, en comparant la part de temps libre et celle de temps travaillé ; sociale, en mesurant les écarts interquartiles en matière de détention du revenu national et du patrimoine.

La prise en compte de la crise écologique dans les choix économiques a été considérablement freinée depuis la crise de 2008. Auparavant, en effet, des efforts substantiels avaient été entrepris pour réduire les émissions de gaz à effet de serre ou encore pour limiter la pollution des sols.

Cet effort de conciliation doit être repris, en ne renvoyant pas dos-à-dos crise écologique et crise économique (notamment la question du chômage, qui pourrait croître en cas de sortie mal organisée de notre modèle productif actuel) et en mettant la nature au cœur de nos réflexions. Suivant cette perspective, nous devrions être prêts à un certain nombre de changements dans nos habitudes : valorisation de la qualité et de la durabilité plutôt que de la quantité ; modification de nos habitudes de déplacement et de construction (isolation des bâtiments) ; développement de l'agriculture biologique ; etc.

3.

Mettre en œuvre

Les revirements intellectuels qu'impose la renonciation à la croissance telle qu'on la connaît aujourd'hui doivent être suivis d'actes.

L'assujettissement de la production à des critères politiques et éthiques, et non plus purement économiques dans une logique de maximisation, suppose de réviser la gestion des biens communs. Des règles collectives d'usage s'imposent, pas juste à l'échelle locale et nationale, mais aussi – du fait de la nature même de ces biens – mondiale.

La question écologique ne nuit pas nécessairement à l'emploi et au travail dès lors qu'une démarche de diminution générale de la durée du travail est engagée ou qu'un effort en faveur de la qualité sociale de la production est entrepris. Pour protéger l'environnement, il est également envisageable de réduire la productivité, à condition toutefois de réguler la mondialisation (interdiction des paradis fiscaux, par exemple). Autrement, isolé dans sa baisse de la compétitivité, un pays se verrait lésé dans les échanges internationaux. Dans la perspective où questions écologique et sociale sont traitées de concert, l'emploi change de statut : il n'est plus augmenté ou diminué pour maximiser la production, mais il est proposé au travailleur avant tout pour répondre à ses besoins essentiels.

Pour mener à bien cette reconversion de notre outil productif au service de l'environnement, l'État doit jouer un rôle central, et, au-delà, l'Union européenne. L'État doit conditionner la reconversion à plusieurs points. Tout d'abord, des restructurations s'imposeront dans les secteurs les plus nocifs pour l'environnement, et, par conséquent, des licenciements. Les travailleurs de ces secteurs devront être protégés, par exemple en leur proposant des plans de reconversion.

Ensuite, une reconversion écologique à grande échelle doit être encadrée pour éviter toute tentative de dumping. Des quotas de gaz à effet de serre devraient ainsi être répartis entre les pays, au moyen d'un accord international. Cette répartition pourrait néanmoins achopper sur

la question de la justice entre le Nord et le Sud, car l'idée que les pays développés devraient davantage se priver de productions polluantes que les pays les moins développés ne fait pas l'unanimité. George W. Bush, dès 2000, rejettait une telle asymétrie.

Enfin, un effort important de repolitisation (au sens de soumission à la décision collective – et non au marché – de grandes orientations) doit être entrepris à toutes les échelles, car nous nous trouvons face à des choix de société radicaux : conception d'une nouvelle organisation du travail, au niveau microéconomique ; choix de nouveaux indicateurs et de nouvelles méthodes de production en faveur de la durabilité, au niveau national ; détermination des quotas de gaz à effet de serre, au niveau international ; etc. Doit présider aux choix collectivement faits une éthique du « care » ou du « soin », à savoir, comme la théorise Joan Tronto dans *Un monde vulnérable* (2009), une attitude de réparation du monde *lato sensu* (de nos corps, de notre environnement, etc.). Dans l'optique d'une valorisation du care au sein de nos sociétés, de nouveaux indicateurs s'imposent avec encore plus d'acuité : ils auraient vocation à mesurer le non-marchand, à commencer par les activités éducatives ou de soin, ou encore l'autoproduction.

En conclusion, la redéfinition du paradigme de la croissance apparaît comme une opportunité pour nos sociétés, plutôt que comme un renoncement.

À propos

LeDoTank

LeDoTank est une association dont la vocation est de chercher à combler le déficit de connaissance et de compréhension de ce que sont les entreprises moyennes ; déficit qui touche tous les champs : gouvernance, RSE, financement, performance sociale, etc.

LeDoTank s'inscrit dans l'écosystème des entreprises moyennes en initiant des projets qui associent entrepreneurs, experts et chercheurs pour mieux identifier leurs enjeux propres et chercher à mettre en avant leur singularité afin de proposer des solutions adaptées. Il s'agit de contribuer au renouvellement de leurs pratiques et d'informer les décideurs des règles du jeu sur les spécificités de ces entreprises.

Pour progresser dans ces différentes voies, leDoTank peut compter sur ses partenaires : ce sont des entreprises ou des organisations consacrant des ressources – financières et/ou humaines – à la recherche de réponses concrètes aux enjeux sociétaux qui touchent leurs marchés ou leur environnement direct, mais aussi plus largement, l'intérêt commun.

Contact leDoTank

Lorraine HARRIS
Déléguée Générale
Lorraine@ledotank.com

Nexia S&A

Nexia S&A est un groupe de 500 professionnels, dont 48 associés, spécialisé en audit, expertise comptable et conseil de la direction financière.

Le groupe et ses équipes apportent à leurs clients, PME, ETI et grands groupes, des solutions créatrices de valeurs dans les domaines comptables, financiers et ESG et les accompagnent pour les mettre en œuvre.

Nexia S&A cultive ses valeurs d'esprit d'équipe, confiance et compétence, et fonde son indépendance sur une totale maîtrise de son capital par ses associés et salariés.

Le groupe poursuit une stratégie de croissance maîtrisée fondée sur la présence de ses associés et managers sur le terrain, une offre de services évolutive, la généralisation du digital, une dimension internationale et le développement de la RSE tant en interne qu'au service de ses clients.

Nexia S&A exprime sa responsabilité sociétale dans sa gouvernance et ses pratiques managériales, et est très heureux d'accompagner leDoTank dans sa mission.

Contact Nexia S&A

Olivier JURAMIE
Associé – Directeur Général
o.juramie@nexia-sa.fr

La collection "Lu pour vous"

- n°1 : Les marchés à l'épreuve de la morale
- n°2 : La nouvelle question laïque. Choisir la République
- n°3 : Les relations marchandes face au don
- n°4 : Économie utile pour des temps difficiles
- n°5 : Peut-on penser une liberté sans abondance ?
- n°6 : La loi de 1905 n'aura pas lieu. Histoire politique des séparations des Églises et de l'État (1902-1908)
- n°7 : La gouvernance par les nombres
- n°8 : Le capital au XXI^e siècle
- n°9 : Refonder l'entreprise
- n°10 : Les Marchands et le Temple
- n°11 : La société selon Friedrich Hayek
- n°12 : Humanité. Une histoire optimiste
- n°13 : Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie
- n°14 : Printemps silencieux
- n°15 : La crise de l'État-providence
- n°16 : Enrichissement
- n°17 : Terre-Patrie
- n°18 : Temps, économie et modernité
- n°19 : Les révoltes du ciel
- n°20 : La Voie pour l'avenir de l'humanité
- n°21 : L'État ou la violence maîtrisée
- n°22 : Le capitalisme d'héritiers. La crise française du travail
- n°23 : L'impossible automation
- n°24 : L'État consacré par le risque
- n°25 : La 6^e extinction : Comment l'Homme détruit la vie
- n°26 : Le principe de solidarité
- n°27 : Le mythe du déficit. Vers une économie du peuple
- n°28 : La logique de l'honneur. Gestion des entreprises et traditions nationales
- n°29 : Représenter et gouverner. Une histoire de l'élection
- n°30 : Exit, voice, loyalty. Défection et prise de parole
- n°31 : Les désordres du travail. Enquêtes sur le nouveau productivisme
- n°32 : Une histoire des règles en Occident
- n°33 : La fabrique du consommateur. Une histoire de la société marchande
- n°34 : La naissance du principe de précaution. Responsabilité de l'avenir et avenir de la responsabilité
- n°35 : Le travail pressé. Pour une écologie des temps du travail
- n°36 : Penser les risques du progrès. Sociétés du risque et modernité réflexive
- n°37 : Le nouvel esprit du capitalisme
- n°38 : Les besoins artificiels. Comment sortir du consumérisme
- n°39 : De l'inégalité parmi les sociétés. Essai sur l'homme et l'environnement dans l'histoire
- n°40 : Peut-on faire de la nature un sujet de droit ?

- n°41 : La mort des sorcières et la mort de la nature
- n°42 : Le maniement des hommes.
Essai sur la rationalité managériale
- n°43 : Contre-atlas de l'intelligence artificielle
- n°44 : Le travail. Une valeur en voie de disparition ?
- n°45 : Les femmes ont toujours travaillé.
Une histoire du travail des femmes aux XIX^e et XX^e siècles
- n°46 : Les métamorphoses du paternalisme. Histoire, dynamiques et actualité
- n°47 : L'État ou la lisibilité du monde
- n°48 : Rompre le silence du monde.
Pour une écologie des sens et des relations
- n°49 : L'Âge du capitalisme de surveillance Les données, or noir du XXI^e siècle
- n°50 : Ni dieu ni IA. Une philosophie sceptique de l'intelligence artificielle
- n°51 : Conflits et résistances au travail
- n°52 : La Mystique de la croissance.
Comment s'en libérer